



Des Romands s'engagent pour maintenir la SSR à Berne

LISE BAILAT

lise.bailat@lematindimanche.ch

● La fronde contre les plans d'économie de la SSR outre-Sarine s'élargit à la Suisse romande. Six élus latins cosignent une lettre adressée à Jean-Michel Cina.

Le rejet de l'initiative «No Billag» était encore chaud, le 4 mars dernier, que la direction de la SSR l'annonçait: elle compte économiser 100 millions de francs dès 2019 et sur cinq ans. Un plan qui découle du plafonnement de la redevance radio-TV à 1,2 milliard de francs mais qui doit aussi répondre aux critiques émises durant la campagne de vote. «Pour atteindre ces buts, nous voulons éviter au maximum de couper dans les programmes, car ceux qui s'acquittent de la redevance attendent une contrepartie. C'est pourquoi nous essayons d'économiser ailleurs», souligne Daniel Steiner, porte-parole de la SSR.

Ailleurs? Dans l'immobilier par exemple. En Suisse romande, le déménagement de la Maison de la Radio sur le site de l'EPFL a ainsi été reporté à 2023 au plus tôt. En Suisse alémanique, la direction examine la fermeture des studios radio de la SRF à Berne et leur déménagement à Zurich. Pas moins de 220 collaborateurs sont concernés.

Quand le Plateau se révolte

L'annonce de ce plan a outré les Bernois. Aujourd'hui, leur fronde fait tache d'huile en Suisse romande. Un comité en faveur de la diversité de la place médiatique suisse s'est créé. Il s'est fendu lundi dernier d'une lettre au conseil d'administration de la SSR, missive que nous nous sommes procurée. Sur les 31 signataires, six Romands: Christophe Darbellay (PDC/VS), Dominique de Buman (PDC/FR), Thierry Steiert (PS/FR),

Christine Gaillard (Les Verts/NE), Jacques-André Maire (PS/NE) et Didier Berberat (PS/NE). Les Bernois ont réussi leur coup. C'est l'association Région capitale suisse - qui défend aussi les intérêts de Soleure, de Neuchâtel, de Fribourg et du Valais - qui abrite le nouveau comité. Piquant, la lettre demandant à la SSR de proposer des alternatives à son plan est adressée au président du conseil d'administration, Jean-Michel Cina. Or l'ancien conseiller d'État (PDC/VS) était en 2010 l'un des membres du comité fondateur de Région capitale suisse.

Mais, au fond, qu'est-ce que les Valaisans ou les Neuchâtelois ont bien à gagner d'un maintien des studios radio de la SRF à Berne? «Cela ne change rien en termes de langue, reconnaît Didier Berberat (PS/NE). Mais Berne est quand même la capitale politique de la Suisse, voisine de nos régions, et il est important de veiller à y maintenir une présence médiatique importante.»

Dans leur courrier, les 31 élus affirment qu'une «concentration des entreprises de

 **«Concentrer l'information à Zurich n'est tout simplement pas acceptable»**

Beat Vonlanthen, conseiller aux États (PDC/FR médias nationales) à Zurich irait à l'encontre du fédéralisme, de l'idée même de service public et de la volonté de la population. «Il est important pour la Suisse, aussi sa partie romande, que tous les médias ne soient pas concentrés à Zurich. C'est une question de pluralité des cultures», affirme la présidente des Verts, la Bernoise Regula Rytz.

La SSR rétorque que, même si ces plans devaient se réaliser, Berne resterait son deuxième pôle le plus important outre-Sarine. Pas de quoi affaiblir la fronde. Celle-ci



reçoit même le soutien d'élus du PDC et du PLR, dont les partis ont pourtant appelé la SSR à faire des efforts financiers. «Bien sûr, la direction de la SSR doit vraiment s'appliquer à réduire ses coûts. Mais concentrer l'information à Zurich n'est tout simplement pas acceptable», affirme le conseiller aux États Beat Vonlanthen (PDC/FR). «C'est comme si, en Suisse romande, tout se faisait depuis Genève», ajoute Regula Rytz, qui promet que le comité cherchera encore d'autres Romands pour faire de cette révolte, bernoise à l'origine, une bataille nationale.



Quelque 220 collaborateurs sont concernés par le possible déménagement des studios radio de la SRF à Zurich. *Manuel Lopez/Keystone*